

**SELLAL À BÉJAÏA :****«Si les gens n'acceptent pas les indemnisations, procédons à l'expropriation»**

**Abdelmalek Sellal a entamé une visite marathon, hier samedi, à Béjaïa, la première qu'un haut responsable de ce rang effectue dans cette wilaya mais aussi dans la région de Kabylie sous Bouteflika ! Il a eu à constater de visu le retard accusé par cette région depuis quelques années par rapport au reste du pays.**

**De notre envoyé spécial à Béjaïa, Kamel Amarni**

La Kabylie, c'est connu, a eu à vivre de dramatiques événements au printemps 2001 dont les répercussions se font encore ressentir. Mais ce qui l'est moins, c'est cet éternel autre problème qui plombe quasiment tous les projets de développement depuis toujours : le problème du foncier et son pendant, celui lié aux indemnisations.

Manifestement très au fait de cet obstacle de taille, Sellal insistait particulièrement sur la chose à chacune de ses haltes à travers la wilaya. Il ira crescendo. Il éclatera carrément lorsqu'il visitera le site d'une centrale électrique à Amizour : «Il faut trouver des solutions rapides à ce problème», enjoindra-t-il au wali. «Il faut indemniser les propriétaires aux prix du marché et non pas ceux du domaine. Mais si le pro-

blème persiste, il faut passer à autre chose.» Le mot est lâché : pour pouvoir débloquer tous les projets restés otages de cet éternel conflit entre les propriétaires des terrains en question et les autorités, le gouvernement se montre déterminé à passer en force. A savoir l'expropriation. Sellal citera même un décret dans ce sens. «Il faut l'appliquer si nécessaire.»

Le plus important de ces projets reste incontestablement la pénétrante Béjaïa-autoroute dont toute la population de la wilaya et même de celles alentour espèrent enfin voir le jour.

**«Secouez-vous un peu !»**

C'est avec la même fermeté que le Premier ministre interpellera les responsables du projet de construction de 392 logements RPH et 350 autres LPL à Oued Ghir. «Mais je vois ce qui n'est pas lancé aussi !» coupera-



Photo : Samir Sid

**Sellal insiste sur le respect des délais de réalisation des projets.**

t-il son interlocuteur qui commençait à lui faire un exposé sur le projet d'ensemble consistant en 4 270 logements. «J'exige que vous accélériez la cadence. Vous accusez beaucoup de retard. Allez, secouez-vous un peu !» Il faut dire que ce rythme tortueux est devenu presque un sport national en la matière.

C'est d'ailleurs aussi le cas d'un chantier d'un modeste hôpital de 60 lits dans la commune de Souk-El-Tenine. «Non ! C'est trop. Vous devez finir ce projet avant la fin 2014.»

Au même interlocuteur, le Premier ministre répliquera également qu'il n'accepte pas un autre de ces arguments, selon

lequel une extension d'un autre site n'était pas possible faute de terrains. «Mais où vivons-nous ? Mais prenez l'espace qu'il faut et faites l'extension ! Nous ne pouvons plus attendre. Les gens se plaignent de ces problèmes d'infrastructures de santé et ils ont raison.»

**K. A.****MOHAMED DJAHID YOUNSI, SG DU MOUVEMENT ISLAH :****«Le mouvement de protestation inquiète»**

**Le secrétaire général du mouvement Islah alerte sur la propagation rapide de la protesta à travers les différentes wilayas du pays.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Mohamed Djahid Younsi estime que le mouvement de protestation déclenché dans plusieurs wilayas autour des questions de l'emploi, du logement social ainsi que les grèves des avocats, des boulangers et dans les secteurs de l'éducation et de la santé sont le signe d'un soulèvement «dangereux».

«Cette large protesta intervient à la veille de la présidentielle. Son amplification et la vitesse de sa propagation suscitent des inquiétudes», a-t-il indiqué, hier, à Alger.

Le secrétaire général du mouvement Islah ne cache pas sa crainte de voir ces mouvements de contestation déboucher sur un «dérapage».

Selon lui, l'absence absolue de dialogue entre le gouvernement, les partis politiques, les organisations civiles et le mouvement de la société civile envenime davantage la situation. «L'absence de dialogue conduira vers le pourrissement», a-t-il ajouté.



Photo : New Press

**Younsi appelle à l'ouverture d'un dialogue avec les forces vives de la nation.**

Younsi interpelle, à cet effet, le président de la République sur la situation et l'appelle à agir vite pour «désamorcer ces mines», dit-il.

Il plaide ainsi pour l'organisation d'une conférence de dialogue nationale, dont l'objectif sera l'ouverture du dialogue à toutes les forces vives de la nation.

«Cette conférence doit comprendre des ateliers d'analyse et d'étude autour des questions politiques, économiques et de société, et les résolutions

doivent être traduites en textes de loi et législatifs», précisera-t-il.

Il a, en outre, réaffirmé la position de sa formation politique concernant un quatrième mandat pour le président.

«Nous ne sommes pas contre une personne, mais nous sommes contre un système qu'il faut changer. Notre parti est pour l'alternance au pouvoir en limitant le nombre de mandats présidentiels», a-t-il, encore, précisé.

**R. N.****APRÈS DES INFORMATIONS SUR L'INSTALLATION DE MARINES EN ESPAGNE****Le PT fait part de sa grande inquiétude**

L'information faisant état du stationnement de Marines américains en Espagne inquiète au plus haut point le Parti des travailleurs. Son porte-parole estime que l'Algérie est dans l'œil du cyclone. Djelloul Djoudi appelle à une mobilisation tous azimuts pour se préparer à «toute éventualité».

A la situation au Sahel qui constituait déjà un sujet d'inquiétude sont venues s'ajouter des informations selon lesquelles des Marines seraient aux portes de l'Algérie, ce qui n'est pas de nature à rassurer le Parti des travailleurs.

Son porte-parole, qui présidait hier une réunion des cadres de la wilaya d'Alger, considère que l'heure est grave et que l'Algérie faisait face à d'énormes pressions étrangères. Il considère que, profitant de cette situation, plusieurs pays tentent de faire du forcing dans le cadre des négociations autour de l'adhésion à l'OMC qu'il considère comme «un suicide» au moment où au plan interne, des lobbies tentent de faire table rase de plusieurs acquis dans le seul but de pousser davantage vers la privatisation et le désengagement de l'Etat de la sphère économique.

Comment expliquer, dira Djoudi, autrement les tentatives via des textes de lois en débat à l'APN d'introduire l'amnistie fiscale et de permettre le blanchiment d'argent en autorisant des personnes versées dans des trafics ou dans des réseaux de prostitution de retrouver les circuits du commerce ?

Le PT s'inquiète également du débat autour de la révision des subventions accordées aux produits de première nécessité et regrette que le ministre du Commerce choisisse comme seule réponse un autre terrain que celui du politique ou de l'économique.

Abordant la question lancinante du chômage, Djoudi a non seulement affirmé que les chiffres avancés par les pouvoirs publics ne pouvaient refléter la réalité du terrain mais a également qualifié de «bricolage» les solutions que le gouvernement tente de proposer pour absorber la colère des jeunes chômeurs.

Même lecture au sujet de l'ébullition qui s'empare du front social. C'est dans ce contexte, regrette le porte-parole du PT, qu'est enclenchée une réflexion autour de la révision de la Constitution. Son parti n'est d'accord ni avec le fond ni avec la forme que prend cette révision. S'il ne conteste pas la qualité des personnes nommées au sein de la commission chargée de faire des propositions, Djoudi considère, néanmoins, que la révision de la Constitution est l'affaire de tous et non pas d'une commission.

Le PT n'a d'ailleurs jamais caché sa préférence pour une constituante qui aurait eu la charge de rédiger la Constitution à venir et regrette qu'un faux débat soit en train de s'installer autour de la limitation des mandats présidentiels.

**Nawal Imès**